

Politique de logement pour quartiers à revenu mixte et le droit à la ville des résidents des logements sociaux

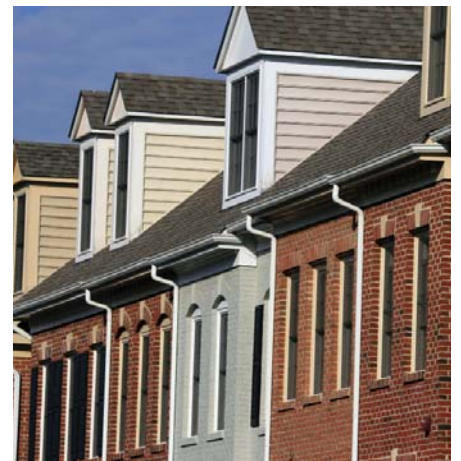
De quoi traite la recherche?

Cette recherche analyse les politiques de logement destinées à réduire la pauvreté en tenant compte de deux types de politiques de logement : les programmes qui relogent les résidents dans des quartiers de classe moyenne stables, et des nouveaux développements contenant un mélange de logements au taux du marché et de logements sociaux subventionnés. La recherche repose sur le second type de mise en place de logements à revenus mixtes.

Ce que vous devez savoir?

Une planification bâclée des développements de logements sociaux a tendance à ségréger et à isoler les pauvres du reste de la société. Une pauvreté concentrée est néfaste à la santé des centres urbains et a tendance à engendrer des taux de criminalité, de violence et de chômage élevés. La ségrégation limite le droit des gens à l'espace, non

seulement physique mais politique, social et économique. De surcroît, et malgré une mise en place généralisée d'une politique de logement, il ne faut pas croire qu'un simple mélange de groupes aux revenus variés améliorera la vie des pauvres sans mettre en place des mesures d'intégration allant au-delà du seul déplacement physique.



VISITEZ

www.homelesshub.ca

pour de plus amples renseignements

MOTS CLÉS

l'intégration économique, la déconcentration de la pauvreté

Date du sommaire: mars 2013

SOURCE DE L'ARTICLE

Duke, Joanna (2009). Mixed income housing policy and public housing residents' 'right to the city'. *Critical Social Policy*, 29(1): 100-120.

Quelles démarches ont été prises par les chercheurs?

Les chercheurs ont examiné les études sur les programmes de logement pour revenus mixtes aux États-Unis afin de voir si la politique de logement pouvait accroître les droits à la ville des résidents des logements sociaux (par exemple vivre dans des quartiers à faible taux de pauvreté, sûrs et non ségrégués). Ils ont examiné la composition des quartiers pour dénombrer les résidents de logements sociaux vivant présentement dans des quartiers à faible taux de pauvreté. Les chercheurs ont également examiné la conception des quartiers à revenus mixtes avec l'idée que la conception des logements sociaux et celle des logements au taux du marché ne devraient pas être différentes si la diversité était réellement un des objectifs des programmes pour revenus mixtes.

“ Les chercheurs ont découvert que ces résultats négatifs ne se manifestent que lorsque les logements publics sont construits dans des quartiers déjà vulnérables ... ”

Quels sont les résultats?

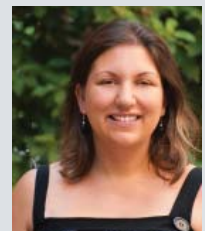
Les chercheurs ont découvert que les résidents et les chefs politiques s'opposent aux développements à revenus mixtes de peur que les logements publics aient des effets néfastes sur leurs quartiers. Ces craintes incluent une baisse de la valeur immobilière, une augmentation du taux de criminalité et un affaiblissement de la collectivité établie. Cependant, il arrive souvent que ces effets négatifs ne se concrétisent pas. Les chercheurs ont découvert que ces résultats négatifs ne se manifestent que lorsque les logements publics sont construits dans des quartiers déjà vulnérables, faisant des quartiers plus favorisés de meilleurs candidats aux logements subventionnés. Les chercheurs ont aussi découvert que les locataires de logements publics relogés rencontraient des difficultés à établir des relations avec les autres résidents, et qu'ils ont rapporté que la majorité des résidents séparés de

leur communauté étaient relogés dans des quartiers à taux de pauvreté élevé. Quant au concept, les chercheurs ont découvert que les similarités conceptuelles entre les unités subventionnées et les unités au taux du marché dans les quartiers à revenus mixtes avaient tendance à détourner l'attention des problèmes sociaux sous-jacents en rendant ces inégalités moins visibles mais tout aussi réelles. Enfin, les chercheurs ont découvert que les logements publics à revenus mixtes avaient le potentiel d'accroître le droit à la ville des résidents des logements publics, mais seulement dans le cas où les faiseurs de politiques se montraient proactifs à l'encontre d'obstacles tels que l'opposition de la communauté, et si les locataires des logements publics étaient encouragés à participer activement dans leur communauté après qu'ils aient été relogés.

COMMENT POUVEZ-VOUS UTILISER CETTE RECHERCHE?

Les décideurs peuvent se servir de cette recherche pour aller au-delà du simple mélange physique de personnes à revenus variés et se pencher davantage sur les possibilités d'intégration politique, sociale et économique des résidents des logements sociaux. Les tentatives récentes d'intégration économique n'ont pas résolu les problèmes de discrimination raciale et sociale qui entretiennent la ségrégation de quartier. Par conséquent, la politique de logement doit veiller à ce que les résidents puissent vivre, créer et participer de manière égale dans leurs nouveaux quartiers et communautés.

LA CHERCHEUSE



La docteure **Joanna Duke Lucio** est professeure adjointe à la School of Public Affairs de la Arizona State University. Ses recherches comprennent la gouvernance et les politiques urbaines, les revenus mixtes et les politiques des logements abordables, la diversité et la citoyenneté.